

Municipales : Cédric Villani, anatomie d'un échec

Le mathématicien, qui rêvait de la Mairie de Paris, risque de ne même pas être élu dans son arrondissement

L'affaire peut se résumer en une équation du premier degré. Une simple soustraction. En mars, Cédric Villani et plus de 500 de ses soutiens s'étaient élancés à la conquête de la Mairie de Paris. Combien d'entre eux seront élus à l'Hôtel de ville le 28 juin, au soir du second tour ? Probablement zéro. Dans le meilleur des cas, un seul, Cédric Villani lui-même.

L'ex-star des mathématiques rêvait de devenir maire de Paris. Au mieux, il sera l'un des 163 membres du conseil municipal, et siègera dans les rangs de l'opposition sans disposer du moindre pouvoir, ou presque. Cruel épilogue pour celui qui voulait transformer profondément la capitale, et affirmait que son programme était « le seul crédible ». « Après une campagne passionnante et joyeuse, j'ai le sentiment d'un immense gâchis », commente la députée (La République en marche, LRM) de Paris Anne-Christine Lang, une des premières à l'avoir accompagné dans cette équipée.

Zéro ou un élu ? Tout dépendra des électeurs du 14^e arrondissement. C'est dans ce quartier, autour de Montparnasse, que le dissident de LRM se présentait à titre personnel. Sa liste y a recueilli 12,1 % des suffrages le 15 mars, et il a choisi de se maintenir au second tour. Partout ailleurs, les listes Villani sont restées sous la barre des 10 % et ont disparu du paysage.

« Il manque un facteur 8 »

Seul rescapé, Cédric Villani sillonne désormais le 14^e arrondissement pour échapper à l'effacement total. Pas gagné. « Il a une chance microscopique d'être élu », évalue un de ses amis. Quatre listes restent en compétition au second tour. Carine Petit, la maire sortante, qui roule pour Anne Hidalgo, devrait arriver largement en tête. Grâce à la forte

prime majoritaire prévue dans le mode de scrutin parisien, sa liste pourrait rafler huit sièges sur dix. La liste Les Républicains (LR) en aurait également un. Le dernier devrait se jouer entre Cédric Villani et son rival de LRM, Eric Azière, avec a priori un avantage pour ce dernier.

Pour faire mentir les pronostics, le mathématicien le plus célèbre de France a recentré sa campagne sur « l'arrondissement de François Arago, de Kiki de Montparnasse, de Renaud et d'Agnès Varda » : ce petit bout de Paris « sera le terrain de ma vie et de mon engagement pour les années à venir », promet-il. N'attendez cependant pas de lui des plans détaillés pour la rénovation de la porte de Vanves ou de la place Denfert-Rochereau. Le 12 juin, sa première réunion publique tenue sur le logiciel de visioconférence Zoom a été ouverte par son ami physicien Etienne Klein, et consacrée largement aux relations entre science et politique. « Le 14^e pourrait devenir un laboratoire » du nouveau rôle de la science dans la cité, a avancé Etienne Klein. Cédric Villani, lui, a parlé d'intelligence artificielle, de « boucles de rétroaction », et lorsqu'il a évoqué la rénovation énergétique des bâtiments menée par la mairie, bien trop timorée à son gré, il a conclu : « Il manque un facteur 8. » On ne se refait pas.

Jusqu'au dernier moment, fin mai, Cédric Villani a espéré une issue beaucoup plus glorieuse. Il a d'abord milité pour que le premier tour soit annulé et que tout reparte à zéro en 2021. Une fois la date du 28 juin retenue, il a offert ses services, à sa droite comme à sa gauche. Du côté de LRM, il était prêt à remplacer Agnès Buzyn au pied levé, au cas où l'ex-ministre de la santé aurait renoncé à sa candidature à la Mairie de Paris.

Cette option abandonnée, il a discuté avec l'équipe d'Agnès

Cédric Villani, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 19 juillet 2018.

LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »



Buzyn, et surtout avec Anne Hidalgo. Prêt à fusionner ses listes avec celles de la maire socialiste, il entendait monnayer au prix fort les 7,9 % obtenus par ses candidats dans tout Paris. Au départ, il a demandé 16 sièges de conseillers de Paris, sur les 90 à 100 que peuvent espérer les listes estampillées Anne Hidalgo. Partagée entre l'envie de rassembler largement et la crainte de se retrouver avec un allié macroniste d'une fiabilité incertaine, la maire lui a proposé 4 places éligibles, avec la garantie de pouvoir créer son propre groupe au Conseil de Paris.

C'est le moment de vérité. Après avoir affiché des mois durant une volonté farouche d'indépendance, Cédric Villani va-t-il revenir au bercail de LRM, ou pactiser avec la maire sortante ? Le 1^{er} juin, sans demander l'avis de ses troupes, il rejette l'offre d'Anne Hidalgo, et décide de se maintenir dans le 14^e. Il laisse ses têtes de liste dans les autres arrondissements faire ce qu'elles veulent. Ce lundi-là, le grand projet collectif se brise ainsi en une maigre série d'aventures individuelles. Dans la plupart des arrondissements, les listes Villani passent à la trappe. Dans le 12^e, une fusion est nouée avec LRM, mais sans que cela

puisse a priori faire élire un « villaniste ». Le dernier espoir repose sur Cédric Villani lui-même.

« Depuis le début, Cédric ne voulait pas choisir », résume, un peu amère, Anne Lebreton, une de ses anciennes porte-parole. « Cédric, c'est l'âne de Buridan, qui hésite tant entre LRM et Hidalgo qu'il finit par perdre seul, alors que la politique impose de faire des choix, des alliances », déplore un autre soutien. L'intéressé se justifie : « Je n'ai pas trouvé dans les grands appareils politiques les garanties suffisantes pour mes valeurs, j'ai donc choisi l'indépendance envers et contre tout. »

Durant toute la campagne, le scientifique a porté un projet qui se voulait rationnel, macroniste sans être trop à droite, écologiste et social sans trop s'ancrer à gauche, et comportant des propositions originales comme l'agrandissement de Paris. Toutefois, cette offre s'est vite retrouvée coincée entre celles de LRM « canal historique » et de la coalition rose-verte au pouvoir à Paris. « Le succès de l'opération reposait sur notre capacité à attirer les Verts les plus réformistes », analyse Anne-Christine Lang, Or, après un temps d'hésitation, les écologistes sont restés en bloc fidèles à leur alliance historique avec les

socialistes. Résultat : isolé, décalé, Cédric Villani n'a pas trouvé l'espace politique qu'il visait. « Pour un candidat sans appareil, son score constitue malgré tout un petit exploit dans une élection qui s'est jouée sur les étiquettes », relativise son directeur de campagne, Baptiste Fournier.

Le « Lady Gaga des mathématiques » a en outre déçu une partie de ses fans. La romancière et traductrice Sophie Képès fait partie des militants mécontents des manœuvres peu décevantes constatées au fil des mois. « Si Cédric Villani n'est pas à l'initiative des dérives internes de sa campagne, il faut bien admettre qu'il avale les méthodes douteuses de sa garde rapprochée et ne revient jamais sur les décisions aberrantes de celle-ci, single-t-elle dans son récit, La Bataille de Villani (éd. Buchet Chastel, 256 pages, 8,99 euros, uniquement en version électronique). C'est à se demander s'il ne subit pas une relation d'emprise. »

Groupe de réflexion

Qu'il soit ou non élu à Paris, l'amoureux des araignées n'abandonne pas ses ambitions politiques. Cette campagne violente, qui l'a amené à avancer publiquement qu'il était peut-être autiste, a même constitué une « expé-

rience enrichissante », assurent ses proches. En refusant de rejoindre Agnès Buzyn comme Anne Hidalgo, il a préservé son image d'homme à l'écart des appareils, donc sa crédibilité, veulent-ils croire. Et même s'il a refusé de se plier aux demandes de l'Elysée, contribué puissamment à l'échec de LRM à Paris et fini par être exclu du parti présidentiel, il n'a jamais totalement rompu avec Emmanuel Macron lui-même. En cas de remaniement, il pourrait entrer au gouvernement en juillet, avancent certains. « La situation est si gazeuse... », note son entourage. Dans l'immédiat, il reste député de l'Essonne et envisage de créer un groupe de réflexion autour de quatre valeurs : indépendance, démocratie, écologie, Europe. Quatre mots dont les initiales en forment un autre, Idée, glisse-t-il à ses interlocuteurs.

En 1789, un mathématicien de renom, Jean Sylvain Bailly, avait été élu député avant de devenir le premier maire de Paris. Ce révolutionnaire jugé plus tard conservateur a fini guillotiné en 1793. Cédric Villani a étudié de près l'histoire cuisante de ce scientifique immergé en politique. « Je compte bien échapper au sort qui a été le sien », promet-il. ■

DENIS COSNARD

Anne Hidalgo conforte son avance dans les sondages

A moins d'une semaine du second tour des municipales, Anne Hidalgo fait plus que jamais la course en tête à Paris. Les listes de la maire socialiste sortante recueillent 45 % des intentions de vote, selon une enquête réalisée par BVA du 12 au 18 juin auprès de 1 200 Parisiens et publiée lundi 22 juin par Europe 1 et La Tribune. Ses deux adversaires restent loin derrière, avec 34 % des intentions de vote pour Rachida Dati (Les Républicains) et 18 % seulement pour Agnès Buzyn (La République en marche). L'ex-ministre de la santé ferait ainsi du surplus par rapport à son résultat du premier tour (17,3 %), malgré la disparition des listes de Cédric Villani, qui lui avaient fait concurrence en mars.

Sans-abri : en Ile-de-France, les remises à la rue se multiplient

Hébergeurs, hôtels, paroisses, centres de vacances... sont impatients de récupérer leurs locaux mis à disposition pendant le confinement

En cette fin de confinement, les consignes de l'Etat – seul compétent en matière d'hébergement – vis-à-vis des sans-abri sont claires : pas de remise à la rue sans solution pour les 177 600 personnes hébergées grâce à la prolongation, jusqu'au 10 juillet, épidémie oblige, de la période dite « hivernale ». Toutes les associations gestionnaires de centres d'hébergement reconnaissent l'effort du gouvernement, chiffré à plus de 2 milliards d'euros, pour mettre à l'abri le plus grand nombre de personnes, y compris des publics jusque-là invisibles, en mobilisant, voire réquisitionnant, 13 300 chambres d'hôtel. Dans la plupart des départements, même en Seine-Saint-Denis, le numéro d'urgence 115 a réussi à répondre à toutes les demandes, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

La consigne d'éviter toute sortie sèche, adressée par le ministre du logement aux préfets dans une circulaire datée du 3 juin, précise : « Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir (...) y demeurer dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée (...) vers une structure d'hébergement stable ou de soin ou vers un logement. » Un bon principe qui, une fois la parenthèse du confinement fermée, se heurte à la rude réalité immobilière francilienne.

« Totalelement mobilisés »

En Ile-de-France, les hébergeurs, hôtels, paroisses, centres de vacances, s'impatientent de récupérer leurs locaux pour reprendre une vie normale, mais les solutions pour un « hébergement stable » n'existent pas. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, où le record

des chambres d'hôtel réservées avait été battu – près de 2 500 au total – « les remises à la rue sont, depuis début juin, massives », selon Gérard Barbier, président d'Interlogement93, qui gère le 115 à l'échelon du département. Dans la seule semaine du 1^{er} au 7 juin, 100 personnes se sont vu notifier, en langage administratif, « des fins de prise en charge » et 69 autres les 15 et 16 juin. « Une femme a tenté de se réfugier aux urgences de l'hôpital Jean-Verdier de Bondy qui, pour cause de Covid, l'a refusée, et nous a appelés, mais nous n'avons pas de solution », rapporte ainsi Maxence Delaporte, responsable opérationnel du 115 de Seine-Saint-Denis. Les « demandes non pourvues » explosent de nouveau, entre 200 et 270 personnes par jour qui appellent le 115 en vain et, parmi elles, beaucoup de familles avec enfants et de ménages.

Les « demandes non pourvues » explosent, entre 200 et 270 personnes par jour en Seine-Saint-Denis qui appellent le 115 en vain

Le Samusocial de Paris, qui centralise les réservations de chambres d'hôtel pour la plupart des départements d'Ile-de-France, se retrouve lui aussi en difficulté. Le 16 juin, par exemple, 407 personnes en famille, dont 130 femmes, ont appelé le numéro d'urgence, mais aucune solution n'a pu leur être proposée : « On retrouve le niveau de demandes non pour-

vues d'avant la crise du Covid », précise un porte-parole.

Pour dresser un état des lieux et chercher des solutions, le préfet d'Ile-de-France a, le 29 mai, missionné le groupement d'intérêt public Habitat et interventions sociales (GIP-HIS), qui mène les évaluations sociales de chaque personne hébergée provisoirement, au risque de relancer le débat sur le recensement des sans-papiers : « Ces évaluations ne se sont pas toujours faites dans de bonnes conditions, parfois par téléphone, critique un travailleur social de Seine-Saint-Denis. Ils font le boulot que nous n'avons pas voulu faire, en insistant sur la situation administrative des étrangers. » Le GIP-HIS n'a pas souhaité répondre à nos questions. « Nous sommes totalement mobilisés par la recherche de nouvelles places et de solutions,

assure Sylvain Mathieu, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement. Il faut accélérer les sorties de centres d'hébergement pour faire de la place, remettre en route les demandes d'asile qui ouvrent l'accès à un dispositif d'accueil et redémarrer les processus d'attribution de logements sociaux : en Ile-de-France, les préfets ont instruction de trouver 3 000 logements sociaux. »

Anne-Claire Mialot, préfète déléguée à l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis, soulève, elle, « la nécessité d'un équilibrage territorial des places d'hébergement, car la Seine-Saint-Denis, avec un ratio de 10 places pour 1 000 habitants, accueille deux fois plus de sans-abri que, par exemple, les Hauts-de-Seine [5,7 places pour 1 000 habitants]. Il faut que tout le monde joue le jeu », souhaite-t-elle. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE